

Un mot d'ordre : com-pé-ti-ti-vi-té

Grand-messe de l'union des entrepreneurs luxembourgeois, vendredi, à la Chambre de commerce pour présenter leurs propositions de sortie de crise.

Pour le patronat, le gouvernement est sur la bonne voie, mais il n'est pas encore allé assez loin. Les propositions sont neutres pour la compétitivité des entreprises. Moratoire sur l'indexation, véritable politique de réduction et de modération salariale, voilà ce qu'il faudrait mettre en place pour sortir le pays de la crise, selon les patrons.

*De notre journaliste
Geneviève Montaigu*

Pas une question. Un ange est passé. Le patron des patrons, Michel Wurth, vient d'achever sa conférence devant 300 personnes, venues entendre ce qu'elles savaient déjà, et personne n'a eu besoin d'autre précision. À l'issue de la prestation claire et concise du président de l'UEL, on a pu entendre quelques commentaires élogieux sur cette contribution des patrons à la tripartite chaotique qui tente de sortir le pays de la crise.

Le discours du ministre des Finances, Luc Frieden, mardi dernier, s'inspire largement de ces propositions patronales mais celles du gouvernement paraissent édulcorées en comparaison. «Comment sortir ensemble de la crise?», c'est la question posée dans l'intitulée de la conférence et pour y répondre, l'UEL a rédigé un manifeste de 88 pages qu'elle mettra en vente dès ce samedi pour le grand public.

«Pour sortir de cette crise et financer notre modèle social, nous avons besoin de croissance et de compétitivité», dit d'emblée Michel Wurth qui illustre son discours de chiffres plus alarmistes les uns que les autres. Il s'est senti le besoin de rappeler que le pays traverse une crise profonde et que le gouvernement doit prendre le taureau par les cornes aujourd'hui sinon il aura à prendre des décisions bien plus brutales encore dans deux ans.

C'est le message des patrons qui voient le coût de la crise pour l'éco-

nomie luxembourgeoise. En 2014, nous atteindrons 16 % de déficit de croissance cumulé «pour les plus optimistes», précise Michel Wurth. Ce qui signifie six milliards par an que l'économie ne génère pas. **«Même en pleine crise sidérurgique, le déficit n'avait pas atteint plus de 10 % du PIB»,** rappelle le patron des patrons.

Un rêve, le moratoire

Pour s'en sortir, il faut donc des entreprises compétitives qui génèrent croissance et recettes fiscales. Mais pour être compétitives, il ne faut surtout pas alourdir leurs charges fiscales et bien entendu, leur éloigner des yeux le spectre de l'indexation automatique des salaires.

Rien de neuf sur cette volonté patronale. Et en temps de crise gravissime, autant dire que l'indexation est le premier acquis à abattre. Le patronat parle de moratoire, ça

passé mieux qu'abattoir. Le versement d'une tranche indiciaire coûte 125 millions d'euros au budget de l'État et ce serait déjà ça d'économiser pour renflouer les caisses.

Michel Wurth a rappelé que 40 % des dépenses de l'État sont liées aux transferts sociaux, comme l'avait déjà annoncé Luc Frieden. Le président de l'UEL souhaite une analyse de l'efficacité du système des transferts sociaux que sont aussi bien les allocations familiales, le forfait et l'allocation d'éducation, le régime des pensions.

On ignore si le gouvernement a eu le temps de procéder à une analyse mais il est allé vite en besogne en présentant son plan d'action mardi dernier. **«Les pistes avancées par le gouvernement sont au mieux neutres du point de vue de la compétitivité des entreprises»,** a estimé Michel Wurth en regrettant encore que la réforme des pensions soit la grande absente des négociations de la tripartite.